

JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

Président de la Fondation Robert Schuman

« L'Union européenne (UE) vit une nouvelle phase de son développement »

Jean-Dominique Giuliani trace les grands enjeux des élections européennes qui se tiendront du 6 au 9 juin 2024.

Interview réalisée par Mailys Khider

Quels sont les grands enjeux des élections européennes de 2024 ?

Q

Nous sommes en fin de législature du Parlement européen et de mandature des autres institutions. Nous avons constaté au cours des cinq années écoulées que le contexte géopolitique avait complètement changé, sous l'influence bien sûr de la pandémie, ses conséquences économiques, et de l'invasion russe de l'Ukraine. L'Union européenne (UE) vit une nouvelle phase de son développement, qui n'a rien à voir avec les défis qu'elle a dû relever dans le passé. L'enjeu est de répondre à ces nouveaux défis sécuritaires, de souveraineté, d'indépendance, d'autonomie, et d'unité.

L'impératif qui va bousculer l'agenda est sécuritaire : lutte contre le terrorisme, la grande criminalité, sécurité militaire, surtout à l'aune des élections aux Etats-Unis. L'UE doit se prendre en main davantage. Jusqu'à présent la moitié de l'Europe vivait sous protection des Etats-Unis. Cela va-t-il continuer ? Le défi va demander beaucoup d'efforts et de nouveautés. La guerre en Ukraine n'est pas terminée. La sécurité dans le monde, on le voit au Proche Orient, se détériore.

L'immigration est aussi un grand sujet, souvent amalgamé avec la question de la sécurité intérieure. Le Parlement européen a voté un pacte européen sur l'asile et l'immigration en avril 2024. L'idée : quand quelqu'un arrive en Europe, le pays doit statuer sur le droit au séjour dans les 7 jours, sinon un renvoi dans le pays d'origine est prévu. La prochaine législature devra mettre cela en œuvre. L'entrée en vigueur est prévue vers 2026.

Quels équilibres se dessinent pour la prochaine législature ?

Incontestablement une poussée de droite radicale ou d'extrême droite qui correspond à ce que l'on voit dans toutes les démocraties du monde : une mise en cause de la démocratie représentative jugée trop inégalitaire ou pas assez efficace pour prendre en compte les attentes et les droits des citoyens.

Beaucoup de mouvements donnent à voir une poussée de la droite. Jusqu'ici, il y avait au Parlement européen un consensus centre gauche, centre droit, qui à mon avis va survivre aux élections, mais avec une percée de l'extrême droite. Celle-ci n'aura pas, à mon avis, directement d'impact sur les futures décisions prises. Car les extrêmes sont divisés. Vous avez d'une part ceux qui sont solubles

dans l'UE : Giorgia Meloni qui fait campagne contre l'euro, l'Union, puis arrive et applique le programme de Mario Draghi. Regardez aussi combien le Rassemblement national (RN) a modéré son anti-européanisme, son euroscepticisme. Et puis vous avez le groupe Identité et démocratie, avec l'Afd allemande, le RN, la Lega italienne, le FPÖ autrichien, peu compatible avec le précédent. Enfin les « infréquentables », néo-nazis d'Aube dorée grecque, le



©JBVnews



Jobbik hongrois, resteront très minoritaires.

Donc le Parlement européen va changer de composition, mais cela ne devrait pas bouleverser la majorité de l'alliance entre le Parti populaire européen (PPE), l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D) et Renew, qui était la nouveauté de 2019 (avant cela le PPE et les Socialistes, depuis 1979 composaient seuls la majorité). L'extrême gauche au Parlement européen est plutôt en régression. Les Verts risquent de perdre des plumes.

En Europe, une défiance s'exprime de la part des populations envers l'UE. Comment l'analysez-vous ?

L'opinion européenne est traversée par les mêmes angoisses et colères que connaissent toutes les démocraties dans le monde. Nous sommes dans une phase où les gens sont mécontents d'abord de leur gouvernement, mais bien sûr aussi de l'Europe. Comme l'UE est un contrat à 27, les critiques portent notamment sur la lenteur, la technocratie. Critique justifiée, mais ce qui est fait l'est avec l'accord des gouvernements nationaux. Il est pratique d'attaquer la Commission européenne mais toute la législation européenne est édictée avec l'accord des gouvernements nationaux. Par exemple, le Pacte vert est aussi une demande du gouvernement français. C'est tout le système qui pose un problème d'acceptabilité.

Quelle politique européenne de santé se développe ? Quelle est la place du numérique dans cette politique ?

Le Covid-19 a marqué un tournant qui a vu l'UE, qui n'a pas de compétence en matière de santé, offrir les moyens de lutter contre la pandémie. L'Union s'en préoccupe désormais : rôle de l'agence sanitaire, politique de soutien aux politiques sanitaires nationales, par exemple pour le médicament. C'est au niveau européen que des lois ont été votées sur les pénuries de médicaments, dont l'une des causes est de ne pas avoir maîtrisé leur prix.

Dans la santé numérique, l'UE essaie d'ordonner ce qui existe. Avec des règles très strictes : le règlement général sur la protection des données (RGPD), le Digital services act (DSA), le Digital markets act (DMA) qui essaient de protéger les données personnelles.

Grâce au numérique, c'est la première fois que l'UE s'essaie à l'extraterritorialité de ses règles. L'espace européen des données de santé est aussi une nouveauté. Il peut ouvrir la voie à un espace de santé européen.

Quels enseignements l'UE a-t-elle tirés du Covid-19 ?

La pandémie, au départ, a réveillé des réflexes nationaux. Tout le monde a bouclé sa frontière. Puis, les gouvernements se sont regroupés pour financer la recherche et permettre la production de vaccins. Par la suite, un énorme emprunt commun a été fait pour relancer la machine économique (800 milliards d'euros, dont la moitié de prêts pour les États et la moitié en dons aux États très affectés). Il y a eu des accrocs, mais finalement tout cela a été décidé hors traités, sous l'empire de la nécessité.

Quelle est la politique européenne de baisse des émissions de gaz à effets de serre (GES) ?

En 2050, nous devons être neutres sur le plan des émissions de GES. Cela passe par une interdiction de fabrication des moteurs thermiques pour les voitures en 2035, en 2040 pour les bateaux, en 2050 pour les avions. Les constructeurs sont en difficulté. Les citoyens se demandent parfois comment ils vont rouler avec leur vieux véhicule. Mais les lois ont été adoptées. Cela s'est fait avec l'accord du législateur européen, c'est-à-dire des États nationaux. D'ambitieux programmes ont été votés. La question est : va-t-on les tenir ?

Plus largement, quels sont les grands leviers de l'UE en matière de transition écologique ?

Premièrement, le levier financier, pour faciliter le développement des énergies renouvelables. Le plan France 2030 par exemple, sera alimenté par beaucoup d'argent européen. Dans les plans de relance, décidés après la pandémie de covid-19, il y a des obligations à dépenser une grande partie des fonds (environ la moitié) pour la conversion écologique. Entre 20 et 30% pour la conversion

numérique. Cela implique des programmes pour diminuer les rejets des entreprises d'acier, par exemple. Je résumerais cela en disant que le grand pari est de relancer la croissance à travers une économie propre et qui n'émet plus de GES.

Concernant l'alimentation, quels sont les chantiers européens ?

L'économie circulaire, le traitement des déchets, la sécurité alimentaire, la qualité des aliments, la lutte contre les plastiques. Tout cela a suscité l'intérêt des législateurs actuels. En matière alimentaire, deux choses importantes attendent la prochaine législature : comment imposer nos règles, notamment à travers nos accords commerciaux ? Par exemple, le Mercosur ne donne pas toutes les garanties en matière de règles sanitaires. On ne peut pas voir arriver en Europe du bœuf aux hormones, du poulet aux antibiotiques, etc.

Il existe un double défi de sécurité, d'autosuffisance alimentaire et de respect de nos règles.

Enfin, la question du glyphosate est importante et très controversée car les experts ne sont pas d'accord sur la dangerosité du produit. Il existe au Parlement européen des volontés d'interdire ce produit. Mais les États veulent d'abord assurer l'usage de produits de substitution. Cela constituera un dossier pour les prochains législateurs. ●